

PORTRAIT SOCIO-ÉCONOMIQUE DES COMMUNAUTÉS FRANCOPHONES ET ACADIENNES DU CANADA

Vaut-il mieux vivre sans tracas économique dans une culture majoritairement anglophone ou dans une relative pauvreté dans des régions francophones de souche? Selon un portrait socio-économique des communautés francophones et acadiennes du Canada à l'extérieur du Québec, préparé par l'Institut de recherche sur le développement régional de l'Université de Moncton, les francophones du Canada vivant à l'extérieur du Québec n'ont presque jamais accès au meilleur des deux mondes. C'est qu'il existe de sérieux problèmes économiques dans les régions majoritairement francophones, et de sérieux problèmes culturels dans les régions minoritaires francophones.

Deux critères ont servi à délimiter le monde francophone hors-Québec dans le cadre de cette étude : la division de recensement et la langue maternelle. Cinquante trois divisions de recensement ont été regroupées en une douzaine de régions qui contiennent plus de 85 p. 100 de francophones. La moitié de ces francophones habitent l'Ontario, principalement dans le Sud-Est où leur nombre atteint 167 000, dans le Nord-Est, 134 000, et dans la péninsule ontarienne, plus de 100 000. L'autre concentration importante est située au Nouveau-Brunswick, dans le Nord et l'Est de la province où on dénombre environ 225 000 francophones. C'est dans les quatre comtés à majorité francophone du Nord du Nouveau-Brunswick que le taux de francophones est le plus élevé, soit 76 p. 100 en moyenne.

La *vitalité linguistique* des francophones est primordiale pour le développement de la société francophone. En général, plus le taux de francophones est élevé, plus la vitalité linguistique est forte. La vitalité linguistique semble également liée au niveau d'urbanisation et l'étude confirme le pouvoir assimilateur des centres urbains anglophones.

À partir des chiffres du recensement de 1986, l'étude établit également la vitalité socio-économique des francophones selon la division de recensement. D'une façon générale, les différences sont plus marquées entre les régions francophones qu'entre les groupes linguistiques d'une même région. Le milieu, plus que la langue, a donc une incidence déterminante sur le niveau de vie des habitants. Les francophones présentent une forte vitalité socio-économique dans 21 des 53 divisions de recensement utilisées. Dans les 32 autres divisions de recensement, les francophones font preuve d'une très faible vitalité socio-économique.

Les francophones de York, Toronto, Calgary, Peel-Brampton, Yukon, Ottawa-Carleton, les Territoires du Nord-Ouest, Halton-Oakville, Vancouver, Middlesex-London, Charlottetown, Halifax-Dartmouth, Victoria, Edmonton, Durham-Oshawa, Winnipeg, Fredericton-Saint-John, Waterloo-Kitchener, Terre-Neuve et Labrador et Hamilton peuvent se vanter, en 1986, d'avoir une forte vitalité socio-économique, caractérisée par une scolarité élevée et une forte participation au marché du travail.

En revanche, les francophones des divisions de recensement suivantes souffrent tous, à des degrés divers, d'une plus faible vitalité économique, caractérisée par une faible scolarité et une participation moindre au marché du travail : Moncton, Saskatchewan, Pembroke, Thunder-Bay, Prescott-Russell, Windsor, Sault-Sainte-Marie, Sudbury, Madawaska-Edmundston, Stormont-Cornwall, Niagara-Ste-Catherine, Sydney-Cap-Breton, Nipissing-North Bay, Restigouche, Campbellton, Dalhousie, Cochrane-Hearst-Timmins, Inverness-Chéticamp, Timiskaming-Kirkland-Lake, Victoria-Grand-Sault au Nouveau-Brunswick, Kent-Chatham en Ontario, Digby-Clare, Yarmouth-Argyle, Gloucester NB, Prince IPE, Kent au Nouveau-Brunswick, Richmond-Île Madame en Nouvelle-Écosse et Northumberland au Nouveau-Brunswick.

La part de la population potentiellement active qui occupe un emploi détermine, dans une certaine mesure, le niveau de vie relatif. Ce taux est en général moins élevé dans les régions économiquement faibles, comme celles de l'Atlantique, et également moins élevé chez les francophones.

Les francophones de la Nouvelle-Écosse et de l'Ontario sont moins présents sur le marché du travail que les anglophones de ces deux provinces. Cependant, il existe un équilibre entre les deux groupes linguistiques au Nouveau-Brunswick et dans l'Ouest canadien. L'entrée massive des femmes sur le marché du travail dans les années 1980 a amené des gains chez les francophones au chapitre de la présence sur le marché du travail.

Là où les francophones sont majoritaires, les revenus tirés de l'emploi sont inférieurs aux revenus des anglophones. À titre d'exemple, dans le Nord du Nouveau-Brunswick, moins de 70 p. 100 des revenus totaux proviennent de l'emploi. Une conclusion à tirer est que la géographie, plus que la langue, joue un rôle marqué sur le développement socio-économique. La répartition de la main-d'oeuvre par industrie semble, elle aussi, beaucoup plus influencée par des caractéristiques géographiques que par des différences linguistiques.

Plus que l'industrie, la profession donne un portrait du type d'emploi dans les différentes branches d'activité économique. On peut dire que l'image traditionnelle des francophones pêcheurs, fermiers et artisans est révolue. Les activités des francophones s'apparentent de plus en plus à celles de leurs confrères des autres groupes linguistiques dans la plupart des régions. Un clivage existe surtout entre les régions urbaines et les régions rurales. Enfin, alors que la proportion de la main-d'oeuvre travaillant à son propre compte détermine dans une certaine mesure le niveau d'entrepreneuriat, celle-ci est moins élevée chez les francophones de la plupart des régions.

En matière d'évolution du revenu, les francophones ont réalisé des gains substantiels depuis 1980 comparativement aux autres groupes linguistiques. Les gains ont été particulièrement forts dans le Sud de l'Ontario et dans les Maritimes. Ils ont été beaucoup plus modestes dans l'Ouest, suivant en cela la tendance à la baisse de l'indice du revenu dans cette région - la baisse étant néanmoins plus forte chez les non-francophones de cette région.

L'étude fait ressortir l'importance de la structure économique dans le développement des régions. Les plus urbanisées présentent une structure plus diversifiée notamment dans le secteur manufacturier et dans les services. En plus du caractère rural et d'une économie axée sur les ressources, les divisions les plus en difficulté ont en commun une faible scolarisation, une participation moindre au marché du travail, une durée du travail conditionnée par les saisons, de même qu'un taux de dépendance démographique supérieur à la moyenne. Tous ces facteurs conduisent à un mouvement migratoire déficitaire qui a pour effet d'amplifier le problème.

Les groupes francophones les plus performants sur le plan socio-économique sont localisés principalement dans les régions fortement urbanisées de l'Ontario et de l'Ouest. Ce sont les régions à forte représentation francophone qui présentent le profil le moins enviable pour tous les facteurs mentionnés précédemment.

Les francophones ont, à tout le moins, profité de la décentralisation administrative fédérale des années 1970, puisque bon nombre de postes étaient bilingues. Cette décentralisation, qui a procuré des emplois stables dans les régions, a été une contribution réelle du gouvernement fédéral pour favoriser le développement économique régional.

Tiré d'un article de l'Agence de presse francophone

et d'un publi-reportage du journal Le Droit

Secrétariat de la Région Amérique